



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.306/2
du 7 mai 2018

advies 63.306/2
van 7 mei 2018

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
aux conditions en matière de
formation, d'expérience et
d'aptitude professionnelles,
aux conditions en matière
d'examen psychotechnique
pour l'exercice d'une fonction
dirigeante, d'exécution ou
commerciale dans une
entreprise de gardiennage, un
service interne de gardiennage
ou un organisme de formation
et leur organisation'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende de
vereisten inzake
beroepsopleiding, -ervaring en
-bekwaamheid en inzake het
psychotechnisch onderzoek
voor het uitoefenen van een
leidinggevende, uitvoerende of
commerciële functie in een
bewakingsonderneming,
interne bewakingsdienst of
opleidingsinstelling en de
organisatie ervan'

Le 9 avril 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté 'royal relatif aux conditions en matière de formation, d'expérience et d'aptitude professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante, d'exécution ou commerciale dans une entreprise de gardiennage, un service interne de gardiennage ou un organisme de formation et leur organisation'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 7 mai 2018. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Laurence VANCRAVEBECK, première auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 mai 2018.

*

Op 9 april 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eersteminister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met de Regie der gebouwen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk 'besluit betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding, -ervaring en -bekwaamheid en inzake het psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende, uitvoerende of commerciële functie in een bewakingsonderneming, interne bewakingsdienst of opleidingsinstelling en de organisatie ervan'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 7 mei 2018. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Laurence VANCRAVEBECK, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 7 mei 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

COMPÉTENCE DE LA SECTION DE LÉGISLATION

La section de législation est saisie d'une demande d'avis dans les trente jours sur un projet d'arrêté royal qui lui a déjà été soumis et qui a donné lieu, le 22 novembre 2017, à l'avis n° 62.355/2.

Lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé la compétence que lui confère la loi, et il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, qu'elles aient été revues pour tenir compte des observations faites dans le premier avis ou qu'elles demeurent inchangées.

Il en va différemment lorsqu'il est envisagé d'insérer dans le texte des dispositions entièrement nouvelles, dont le contenu est indépendant des observations ou suggestions formulées dans le premier avis de la section de législation : en pareil cas, une nouvelle consultation de la section de législation est requise, portant sur les dispositions nouvelles.

Il en va aussi différemment quand interviennent, après le premier avis, des éléments juridiques nouveaux, de nature à justifier un nouvel examen du texte par la section de législation : en pareil cas, la section de législation doit être saisie des dispositions du texte affectées par ces éléments nouveaux.

Eu égard à ce qui précède, il convient d'examiner les dispositions suivantes : l'article 1^{er}, 2^o à 6^o et 10^o, l'article 3, 3^o à 5^o, l'article 4, 2^o, l'article 6, 1^o, 10^o, 12^o à 14^o, 17^o et 18^o, l'article 9, 5^o, 6^o, 9^o, 13^o et 16^o, l'article 13, 2^o, l'article 20, l'article 35, alinéa 2, l'article 36, les articles 43, 44 et 45, alinéa 2, l'article 48, alinéa 1^{er}, 2^o, l'article 50, alinéa 2, l'article 53, les articles 57 à 59, l'article 60, alinéa 1^{er}, 3^o et 6^o, les articles 62 et 63, l'article 72, alinéa 2, l'article 74, l'article 84, l'article 85, alinéa 1^{er}, l'article 89, alinéa 1^{er}, l'article 91, 2^o, l'article 95, l'article 98, 5^o, l'article 100, 3^o, l'article 101, l'article 102, 3^o, l'article 105, l'article 106, les articles 108 à 113, et l'article 115.

FORMALITÉ PRÉALABLE

L'article 89, alinéa 1^{er}, du projet prévoit que

« [d]ans le cadre des formations, l'organisme de formation informe l'administration [...] des données à caractère personnel déterminées par l'administration et des résultats des élèves inscrits [...] ».

Il n'apparaît pas du dossier que le projet d'arrêté ait été soumis à l'avis de la Commission de la protection de la vie privée.

À dater du 25 mai 2018, date à laquelle le règlement général sur la protection des données¹ sera d'application, si d'ici-là le projet n'a pas encore été adopté, le demandeur d'avis sera tenu de demander l'avis de l'autorité de contrôle « responsable pour le contrôle de l'application du règlement général sur la protection des données »²⁻³.

EXAMEN DU PROJET

DISPOSITIF

Article 6

Au 17°, la condition d'être détenteur d'une « 'attestation de compétence – analyse des images à rayons X' datant de maximum 1 an » n'est pas requise de l'agent de gardiennage qui exerce les activités concernées dans un aéroport pour autant qu'il remplisse « les conditions prévues par la Direction générale Transport aérien du Service public fédéral Mobilité et Transports en exécution du Règlement (UE) 2015/1998 de la Commission du 5 novembre 2015 fixant des mesures détaillées pour la mise en œuvre des normes de base communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile ».

Un règlement européen est directement applicable en droit interne. S'il nécessite néanmoins des mesures d'exécution, elles doivent être prises par le pouvoir législatif ou le pouvoir exécutif, mais pas directement par une administration.

De l'accord de la fonctionnaire déléguée, les mots « par la Direction générale Transport aérien du Service public fédéral Mobilité et Transports » seront omis.

La même observation vaut pour l'article 106.

Article 35

Dans la version française, il convient de remplacer « harmonée » par « adaptée » ou « correspondre ».

¹ Règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)'.

² Voir les articles 36, paragraphe 4, et 57, paragraphe 1, ainsi que le considérant 96 du règlement général sur la protection des données.

³ À dater du 25 mai 2018, l'Autorité de protection des données succèdera à la Commission de la protection de la vie privée (voir la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données').

Article 43

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition pourrait être comprise comme fixant des conditions qui s'appliquent aux exercices de tir lors desquels au moins cinquante cartouches sont utilisées. Or, comme l'a indiqué la fonctionnaire déléguée, l'intention est d'imposer que lors des exercices de tir, au moins cinquante cartouches soient utilisées. Il convient dès lors de supprimer les mots « où au moins 50 cartouches sont utilisées » dans la disposition, mais d'ajouter une deuxième phrase, rédigée comme suit : « Lors de ces exercices, au moins 50 cartouches sont utilisées ».

Article 57

L'auteur du projet est invité à vérifier si la référence à l'article 50 ne devrait pas plus judicieusement être faite à l'article 47.

Article 59

Les intitulés n'ayant pas de portée normative⁴, il convient d'insérer dans la version française, après les mots « ne permet au candidat de se présenter », les mots « aux tests en vue de l'obtention de 'l'attestation test de tirs agent de gardiennage' ».

Par ailleurs, également dans la version française, le mot « tel » sera omis.

Articles 62 et 63

Dans la version française, ces dispositions⁵ se réfèrent à une « attestation agent de gardiennage – analyse d'images de rayonnement », tandis que l'article 6, 17°, vise une « attestation de compétence – analyse des images à rayons X » et que le profil de compétence repris en annexe 1 se réfère à la fonction d'« agent de gardiennage spécialisé dans l'analyse des images à rayon x ».

Il convient d'harmoniser la terminologie utilisée.

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 13.

⁵ Ainsi que dans la version française, l'intitulé de la section 2.

Article 84

Il est de jurisprudence constante qu'à défaut de disposition contraire, l'expression « jours ouvrables » exclut le dimanche et les jours fériés légaux, mais que, par contre, le samedi est un jour ouvrable ⁶.

Contact pris avec la fonctionnaire déléguée, il semble que l'intention ne soit pas de considérer le samedi comme un jour ouvrable. Il convient dès lors de compléter la disposition en indiquant que la notion de « jour ouvrable » désigne tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

Article 89

Ainsi qu'il a été souligné par la Cour de justice de l'Union européenne, il incombe aux États membres de prendre, pendant le délai de transposition d'une directive ou le délai d'exécution d'un règlement, les mesures nécessaires pour assurer que le résultat prescrit par la directive ou le règlement sera atteint à l'expiration de ce délai. Si les États membres ne sont pas tenus d'adopter ces mesures avant l'expiration du délai de transposition, ils doivent s'abstenir de prendre des dispositions de nature à compromettre sérieusement le résultat prescrit par cette directive ou ce règlement ⁷.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur l'applicabilité, à partir du 25 mai 2018, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 précité, et particulièrement sur l'article 6 de ce règlement.

Article 98

Dès lors que la condition prévue au 5° s'impose en toutes circonstances, elle doit faire l'objet d'un alinéa séparé débutant par les mots « En outre, elles obtiennent (la suite comme au projet) ».

Article 108

Dans la version française, le mot « prévoir » sera remplacé par le mot « organiser ».

Article 111

Après les mots « dans les [six] mois », il y a lieu d'insérer les mots « à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté ».

⁶ Voir par exemple C.E. (8^e ch.), 20 mai 2010, n° 204.165, Piret et C.E. (8^e ch.), 11 février 2014, n° 226.375, Libert.

⁷ Voir notamment CJ, arrêt *Inter-Environnement Wallonie ASBL c. Région wallonne*, 18 décembre 1997, C- 129/96, points 44 et 45, ECLI:EU:C:1997:628.

Article 113

Dans la version française, la référence à l'article 34 doit être remplacée par une référence à l'article 31.

Par ailleurs, dans un souci de sécurité juridique, mieux vaut habiliter le ministre à fixer la date d'entrée en vigueur de l'obligation de suivre les formations mentionnées par la disposition.

Article 115

1. Il convient d'ajouter la version française de cet article.
2. En prévoyant que l'arrêté royal du 21 décembre 2006 ' relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante ou d'exécution dans une entreprise de gardiennage ou un service interne de gardiennage et relatives à l'agrément des formations' est abrogé, pour l'essentiel, avec effet au 1^{er} septembre 2018, et en s'abstenant de fixer une entrée en vigueur concomitante du présent projet, l'auteur de celui-ci n'assure pas la continuité d'une réglementation applicable dans les matières faisant l'objet du projet. L'entrée en vigueur de celui-ci sera revue afin de tenir compte de cette observation.

OBSERVATION FINALE

La version française de l'arrêté en projet doit être soigneusement revue sur le plan de l'orthographe et de la syntaxe, celle-ci étant particulièrement déficiente à cet égard.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

BEVOEGDHEID VAN DE AFDELING WETGEVING

De afdeling Wetgeving is verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit dat reeds aan haar voorgelegd is en waarover ze op 22 november 2017 advies 62.355/2 uitgebracht heeft.

Wanneer de afdeling Wetgeving een advies heeft gegeven, heeft ze de bevoegdheid opgebruikt die ze krachtens de wet heeft; het komt haar derhalve niet toe om zich opnieuw uit te spreken over reeds onderzochte bepalingen, ongeacht of ze herzien zijn om rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies gemaakt zijn, dan wel ongewijzigd blijven.

Dat geldt niet wanneer overwogen wordt in de tekst volledig nieuwe bepalingen in te voegen waarvan de inhoud losstaat van de opmerkingen of voorstellen die door de afdeling Wetgeving in het eerste advies zijn gemaakt of gedaan: in zo’n geval moet de afdeling Wetgeving weer worden geraadpleegd over de nieuwe bepalingen.

Dat geldt evenmin wanneer na het eerste advies nieuwe juridische gegevens opduiken die kunnen rechtvaardigen dat de tekst door de afdeling Wetgeving nogmaals wordt onderzocht: in zo’n geval moeten de bepalingen van de tekst waarvoor die nieuwe gegevens consequenties hebben, aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

Gelet op het voorgaande dienen de volgende bepalingen onderzocht te worden: artikel 1, 2° tot 6° en 10°, artikel 3, 3° tot 5°, artikel 4, 2°, artikel 6, 1°, 10°, 12° tot 14°, 17° en 18°, artikel 9, 5°, 6°, 9°, 13° en 16°, artikel 13, 2°, artikel 20, artikel 35, tweede lid, artikel 36, de artikelen 43, 44 en 45, tweede lid, artikel 48, eerste lid, 2°, artikel 50, tweede lid, artikel 53, de artikelen 57 tot 59, artikel 60, eerste lid, 3° en 6°, de artikelen 62 en 63, artikel 72, tweede lid, artikel 74, artikel 84, artikel 85, eerste lid, artikel 89, eerste lid, artikel 91, 2°, artikel 95, artikel 98, 5°, artikel 100, 3°, artikel 101, artikel 102, 3°, artikel 105, artikel 106, de artikelen 108 tot 113, en artikel 115.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Artikel 89, eerste lid, van het ontwerp luidt als volgt:

“In het kader van de opleidingen stelt de opleidingsinstelling de administratie in kennis van (...) de door de administratie bepaalde persoonsgegevens en de resultaten van de ingeschreven cursisten (...).”

Uit het dossier blijkt niet of het ontwerpbesluit om advies aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer voorgelegd is.

Indien het ontwerp niet goedgekeurd wordt voor 25 mei 2018, de datum waarop de algemene verordening gegevensbescherming toepasselijk wordt,¹ zal de adviesaanvrager ertoe gehouden zijn het advies in te winnen van de toezichthoudende autoriteit die “verantwoordelijk is voor het toezicht op de toepassing van de algemene verordening gegevensbescherming”^{2,3}.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 6

Wat artikel 6, 17° betreft, geldt de voorwaarde houder te zijn van een “attest bewakingsagent – analyse stralingsbeelden dat [maximaal] 1 jaar oud is” niet voor de bewakingsagent die de activiteiten in kwestie uitoefent op een luchthaven voor zover hij voldoet aan “de vereisten bepaald door het directoraat-generaal van de luchtvaart van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en vervoer in uitvoering van verordening (EU) 2015/1998 van de Commissie van 5 november 2015 tot vaststelling van gedetailleerde maatregelen voor de tenuitvoerlegging van de gemeenschappelijke basisnormen op het gebied van de beveiliging van de luchthaven”.

Europese verordeningen zijn rechtstreeks toepasselijk in intern recht. Als een verordening niettemin uitvoeringsmaatregelen vereist, dienen die maatregelen getroffen te worden door de wetgevende macht of de uitvoerende macht en niet rechtstreeks door een administratieve dienst.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de woorden “door het directoraat-generaal van de luchtvaart van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en vervoer” weggelaten moeten worden.

¹ Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’.

² Zie de artikelen 36, lid 4, en 57, lid 1, en overweging 96 van de algemene verordening gegevensbescherming.

³ Met ingang van 25 mei 2018 wordt de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer opgevolgd door de Gegevensbeschermingsautoriteit (zie de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’).

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 106.

Artikel 35

In de Franse tekst schrijve men in plaats van “harmonée” “adaptée” of “correspondre”.

Artikel 43

Zoals deze bepaling gesteld is, zou ze aldus opgevat kunnen worden dat daarbij voorwaarden bepaald worden die gelden voor schietoefeningen waarbij minstens 50 patronen gebruikt worden. Zoals de gemachtigde ambtenaar te kennen gegeven heeft, is het evenwel de bedoeling om te bepalen dat bij de schietoefeningen minstens 50 patronen gebruikt moeten worden. In deze bepaling dienen de woorden “waarbij minstens 50 patronen worden gebruikt,” bijgevolg weggelaten te worden maar daarin moet ook een als volgt luidende tweede zin opgenomen worden: “Bij die schietoefeningen worden minstens 50 patronen gebruikt.”

Artikel 57

De steller van het ontwerp wordt verzocht na te gaan of in plaats van naar artikel 50 niet veeleer naar artikel 47 verwezen zou moeten worden.

Artikel 59

Aangezien opschriften geen rechtsregels zijn,⁴ dienen in de Franse tekst na de woorden “ne permet au candidat de se présenter”, de woorden “aux tests en vue de l’obtention de l’attestation test de tirs agent de gardiennage” ingevoegd te worden.

Nog in de Franse tekst dient het woord “tel” geschrapt te worden.

Artikelen 62 en 63

In de Franse tekst van deze bepalingen⁵ is sprake van een “attestation agent de gardiennage – analyse d’images de rayonnement”, terwijl in artikel 6, 17°, verwezen wordt naar een “attestation de compétence – analyse des images à rayons X” en in het competentieprofiel dat vervat is in bijlage 1 sprake is van de functie “agent de gardiennage spécialisé dans l’analyse des images à rayon x”.

⁴ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 13.

⁵ En in het Frans opschrift van afdeling 2.

In de gebruikte terminologie dient eenheid gebracht te worden.

Artikel 84

Volgens een vaste rechtspraak vallen zondagen en wettelijke feestdagen behoudens andersluidende bepaling niet onder het begrip “werkdagen”, maar zijn zaterdagen daarentegen wel werkdagen.⁶

Na de gemachtigde ambtenaar daarover te hebben gecontacteerd, blijkt dat het niet de bedoeling is om zaterdagen als werkdagen te beschouwen. Bijgevolg zou deze bepaling aangevuld moeten worden met de vermelding dat met het begrip “werkdagen” verwezen wordt naar alle dagen die geen zaterdag, zondag of wettelijke feestdag zijn.

Artikel 89

Zoals benadrukt is door het Hof van Justitie van de Europese Unie, dienen de lidstaten, tijdens de termijn waarbinnen de richtlijn omgezet of de verordening uitgevoerd moet worden, de nodige maatregelen vast te stellen ter verzekering dat het door de richtlijn of de verordening voorgeschreven resultaat bij het verstrijken van die termijn zal worden bereikt. Hoewel op de lidstaten geen verplichting rust om deze maatregelen vast te stellen vóór het verstrijken van de omzettingstermijn, dienen zij zich te onthouden van maatregelen die de verwezenlijking van het door deze richtlijn of deze verordening voorgeschreven resultaat ernstig in gevaar zouden brengen.⁷

De steller van het ontwerp wordt opmerkzaam gemaakt op het feit dat de voormelde verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 met ingang van 25 mei 2018 toepasselijk wordt en op artikel 6 van die verordening in het bijzonder.

Artikel 98

Aangezien de voorwaarde die vervat is in artikel 98, 5°, in alle omstandigheden geldt, dient ze gesteld te worden in een afzonderlijk lid dat luidt als volgt “Bovendien behalen zij voor 1 maart 2019 een ‘attest bijscholing nieuwe wet’, dat wordt uitgereikt indien betrokkene het onderdeel uit de opleiding bedoeld in artikel 13, 1° volgt, of hebben zij een “bijscholingsattest leidinggevend personeel” behaald na inwerkingtreding van de wet.

⁶ Zie bijvoorbeeld RvS (8e kamer) 20 mei 2010, nr. 204.165, Piret, en RvS (8e kamer) 11 februari 2014, nr. 226.375, Libert.

⁷ Zie inzonderheid HvJ 18 december 1997, C- 129/96, *Inter-Environnement Wallonie ASBL v. Région wallonne*, punten 44 en 45, ECLI:EU:C:1997:628.

Artikel 108

In de Franse tekst vervange men het woord “prévoir” door het woord “organiser”.

Artikel 111

Men schrijve “binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit” in plaats van “binnen de zes maanden na inwerkingtreding van dit besluit”.

Artikel 113

In de Franse tekst dient de verwijzing naar artikel 34 vervangen te worden door een verwijzing naar artikel 31.

Bovendien zou het ter wille van de rechtszekerheid beter zijn om de minister ertoe te machtigen voor te schrijven vanaf welke datum de verplichting ingaat om de in de bepaling vermelde opleidingen te volgen.

Artikel 115

1. Tegenover de Nederlandse tekst van dit artikel zou de Franse tekst ervan moeten komen te staan.

2. Door te bepalen dat het koninklijk besluit van 21 december 2006 ‘betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring, de vereisten inzake psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of uitvoerende functie in een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de

opleidingen’ grotendeels met ingang van 1 september 2018 opgeheven wordt maar na te laten te bepalen dat het voorliggend ontwerp tegelijk in werking treedt, zorgt de steller van dit voorontwerp niet voor continuïteit van de regeling die van toepassing is op de zaken waarop het ontwerp betrekking heeft. De inwerkingtreding van dit ontwerp dient aldus herzien te worden dat met deze opmerking rekening gehouden wordt.

SLOTOPMERKING

De Franse tekst van het ontworpen besluit dient zorgvuldig nagezien te worden op het stuk van de spelling en de syntaxis, aangezien die in dat opzicht zeer gebrekkig gesteld is.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET